



**Christian TAXIL**

**Secrétaire général**

**C. R. E.**  
Courrier Arrivé

**28 FEV. 2013**

N° :

Monsieur Philippe de LADOUCETTE  
Commission de Régulation de l'Energie  
Président  
15, rue Pasquier  
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 27 février 2013

**Objet : Consultation publique ATRD des ELD**

Monsieur le Président,

La Commission de Régulation de l'Energie a publié le 15 février dernier une seconde consultation publique sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des entreprises locales de distribution.

Première organisation syndicale de l'encadrement dans la branche des Industries électriques et gazières, la CFE-CGC souhaite vous faire part de plusieurs observations notamment sur :

- les charges de personnel,
- les efforts de productivité,
- les investissements,
- le calendrier du futur ATRD,
- la clause de rendez-vous de l'ATRD4,
- les dépenses supplémentaires de promotion du gaz naturel.

#### **Les charges de personnel**

La période de recouvrement moyenne de deux mois lors de remplacement proposée par la Commission de Régulation de l'Energie nous semble en-deçà de la réalité des besoins de formation aux métiers du distributeur des nouveaux embauchés. Vous ne l'ignorez sans doute pas, les métiers de la distribution nécessitent une période de formation et d'adaptation au poste plus longue, en raison de leurs spécificités, d'une part ; les exigences de sécurité liées aux installations, nécessitent quant à elles des formations spécifiques supplémentaires, d'autre part.

Par ailleurs, les nouveaux entrants dans le marché de l'emploi ne sont pas « prêt à l'emploi » un accompagnement est nécessaire, à travers des formations, du tutorat, etc.

.../...



En outre, la législation récente – contrat de génération – va imposer de nouvelles obligations aux employeurs, par exemple :

- faciliter l'insertion durable des jeunes dans l'emploi,
- favoriser l'embauche et le maintien dans l'emploi des salariés âgés,
- assurer la transmission des savoirs et des compétences.

Pour répondre aux obligations légales et à l'effort national pour l'emploi, les Entreprises Locales de Distribution participent par leur implémentation locale à l'embauche et au maintien dans l'emploi. Cet effort ne peut se réaliser qu'à travers un processus d'intégration et de formation adapté aux exigences de pérennité et une vision de long terme. Des économies ou des réductions sur ces postes de dépenses auront un effet néfaste quant à la sécurisation des compétences et le maintien du savoir-faire.

### **Les efforts de productivité et les trajectoires prévisionnelles des charges nettes d'exploitation sur la période 2013-2016.**

Les efforts de productivité envisagés à ce stade par la Commission de Régulation de l'Energie nous semblent trop élevés. En effet, comme cela a été le cas pour l'ARTD3, la productivité attendue apparaît encore significative. Ces objectifs, s'ils venaient à se confirmer, mettraient les Entreprises Locales de Distribution dans une situation difficile, avec une perte de performance à long terme, ce qui n'est pas le but poursuivi par la Commission de Régulation de l'Energie.

### **Les investissements, BAR et CCN**

La révision du coût moyen pondéré du capital à 6 % conduirait à aligner le CPMC des Entreprises Locales de Distribution avec celui retenu pour la définition du tarif de l'ARTD4 de GrDF. Certes, cet alignement permet d'assurer un équilibre financier du cadre de régulation entre GrDF et les Entreprises Locales de Distribution.

En revanche, il nous apparaît prématuré à ce stade d'aligner le CPMC des Entreprises Locales de Distribution sur celui de GrDF. Compte-tenu des efforts demandés et des caractéristiques économiques des Entreprises Locales de Distribution, ce taux ne concourt pas de manière globale à favoriser les investissements.

### **Le calendrier de l'ARTD5**

Pour tenir compte au mieux des spécificités des Entreprises Locales de Distribution, il conviendrait, en raison du décalage d'un an du calendrier des travaux du tarif ATRD5 de GrDF et des ELD, soit :

- d'associer les Entreprises Locales de Distribution aux travaux préparatoires du tarif ATRD5 de GrDF afin que leurs spécificités soient prises en compte ou,
- de faire coïncider le calendrier de l'élaboration du tarif ARTD5 de GrDF d'avec celui des Entreprises Locales de Distribution.



#### **La clause de rendez-vous dans les tarifs ATRD4**

La CFE-CGC est favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, telle qu'envisagée par la Commission de Régulation de l'Energie lors de la consultation publique du 13 décembre.

En revanche, nous estimons que les conséquences financières induites par des évolutions – réglementaires, législatives etc – impactant les niveaux de charges, devraient être prises en compte qu'elles soient antérieures ou postérieures à l'activation de cette clause.

#### **Les dépenses supplémentaires de promotion de l'usage du gaz et dépenses de communication**

D'une part, le maintien dans les futurs tarifs ATRD4 des Entreprises Locales de Distribution du principe de couverture des dépenses de densification des réseaux, tel qu'introduit dans les tarifs ATRD3 et, d'autre part, la couverture des dépenses de communication générale selon les modalités définies, nous apparaissent comme étant essentiels compte tenu de leur importance pour le développement des activités de distribution.

En revanche, le mécanisme de régulation qui sera mis en œuvre pour l'atteinte des résultats attendus devrait prendre en compte les résultats long terme et les aspects de sensibilisations. En outre et afin d'inciter au mieux les Entreprises Locales de Distribution, le mécanisme devrait s'orienter vers une bonification et non une pénalisation déjà inhérente à la non atteinte de l'objectif.

Vous souhaitant bonne réception de la présente et restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.